



Transport Routier de Marchandises **Entre baisse d'activité et pression sur les prix, les** **transporteurs s'inquiètent pour l'avenir de leurs entreprises**

Entre le 16 et 23 novembre 2020, la FNTR a lancé une enquête relative à l'impact économique du reconfinement sur les entreprises du Transport Routier de Marchandises. Avec plus de 800 réponses, le tableau dressé par les transporteurs est une nouvelle fois bien sombre. Si ce deuxième confinement n'a quasiment pas généré d'arrêt total de l'activité, les difficultés restent nombreuses : baisse de l'activité, déséquilibres qui renchérissent leurs coûts, pression sur les prix. 54% des chefs d'entreprises se déclarent insatisfaits de la situation, soit 6 points de plus en un mois seulement !

Après trois semaines de reconfinement, les entreprises du TRM abordent mieux la situation que lors du premier confinement avec seulement 17 % d'entre elles en arrêt partiel de leur activité (contre 33 % en juin dernier). Cependant, la moitié constate une baisse de leur activité (49 %) par rapport à la même période de l'année précédente. Un phénomène qui affecte particulièrement les TPE qui ont une baisse moyenne de près d'un quart de leur activité (contre 17 % pour l'ensemble du panel).

De même, les transporteurs sont touchés de façon très différente selon leurs secteurs clients. Les activités les plus fragilisées étant le transport de matières dangereuses, l'activité conteneur et internationale ainsi que le transport de voitures.

D'importants déséquilibres qui fragilisent les entreprises

Comme lors du premier confinement, des déséquilibres persistent, ce qui augmente le coût du transport. 62 % des transporteurs rencontrent des problématiques liées à la crise sanitaire. 36 % des entreprises enregistrent des kilomètres à vide supplémentaires (en moyenne autour de 15 %). 34 % des transporteurs doivent faire face à des cas contacts ou à de l'absentéisme.

Autres problématiques importantes, celle de la pression sur les prix (pour 36 % des transporteurs), et des difficultés de paiement de la part des clients (27 %). Tous craignent un effet de dumping sur les prix, ce qui serait mortifère pour l'ensemble de la profession.

L'emploi – coup d'arrêt sur les recrutements

En ce qui concerne l'emploi, seuls 3 % de conducteurs sont en chômage partiel. Pour les trois prochains mois, 3 dirigeants sur 4 envisagent une stabilité des effectifs (74 %), 19 % une réduction. Bien que les chefs d'entreprises n'envisagent pas de licenciements, il n'y aurait que très peu de recrutements dans les mois à venir, ce qui est un véritable retournement de situation dans le secteur.

Les capacités d'investissements au plus bas

Les conséquences en matière de trésorerie sont évidentes et les entreprises ne pourront maintenir ou envisager des projets d'investissement pour l'année prochaine. Ils vont donc s'inscrire dans une stabilité des moyens de production. Un problème d'autant plus important que le secteur doit être en capacité d'investir notamment pour relever le défi de la transition énergétique, et dont les pouvoirs publics devront se saisir pour accompagner les transporteurs. La FNTR a d'ailleurs proposé un dispositif de type PGE dédié à l'investissement dans les véhicules toujours plus propres.

Contact presse : Vanessa Ibarlucea – 07 84 38 62 32 – vanessa.ibarlucea@fntr.fr